

Chapitre 3

Les modes alternatifs de règlement des Litiges

QCM

1. Le conciliateur de justice :

B. est une personne privée qui tente de trouver un règlement amiable à un litige qui oppose deux personnes

2. Le conciliateur peut intervenir en cas de divorce :

B. faux : le conciliateur ne peut pas intervenir en cas de divorce. Seul le TGI est compétent

3. Le médiateur en affaire civile :

A. est désigné par les parties pour trouver une solution amiable à leur différend.

B. intervient à la demande du juge saisi du litige.

4. Le médiateur pénal :

B. intervient avant tout déclenchement du procès pénal : le procureur de la république peut, préalablement à sa décision de déclencher ou non l'action publique décider de recourir à une médiation.

5. Le domaine privilégié de l'arbitrage est le droit du travail :

B. faux : en matière de litige individuel, le recours à l'arbitrage est impossible tant que dure le contrat. L'arbitrage peut être utilisé pour le règlement des conflits collectifs du travail. Le domaine privilégié de l'arbitrage est le domaine commercial.

6. On peut faire appel à l'arbitrage dans le cas d'infractions au code pénal :

B. faux : les infractions au code pénal sont de la compétence des juridictions répressives.

7. Le tribunal arbitral est constitué :

A. d'un seul arbitre

B. de plusieurs arbitres en nombre impair

Le tribunal arbitral peut être constitué d'une seule personne. S'il est composé de plusieurs personnes, il comprend obligatoirement un nombre impair d'arbitres.

8. Les délibérations des arbitres sont publiques :

B. faux : un avantage de l'arbitrage est la confidentialité

Application 1

Quel recours pouvez-vous tenter ? Quelles en sont les modalités ?

Plusieurs recours amiables sont possibles :

- En contactant le professionnel : il faut confirmer la demande par écrit, en recommandé avec avis de réception et conserver le double du courrier pour justifier de la démarche.
- En recourant à la médiation : le recours au médiateur (de l'entreprise ou du secteur) n'est possible que si la démarche auprès du professionnel a échoué.
- Par le conciliateur de justice : le conciliateur est un bénévole, nommé pour faciliter le règlement amiable des litiges. En cas de conciliation, un constat d'accord peut être signé. Si cet accord est soumis à l'homologation du juge il aura force d'un jugement.

Application 2

1. Renseignez-le.

Problème de droit : les effets de la clause compromissoire.

Principe : une clause compromissoire est une convention par laquelle les parties à un contrat s'engagent à soumettre à l'arbitrage les litiges qui pourraient naître relativement à ce contrat. Elle existe au moment de la formation du contrat.

Application : par la clause compromissoire les parties au contrat renoncent à porter un éventuel litige devant les tribunaux étatiques et cela sans connaître ni la nature ni le montant de l'éventuel litige.

2. Que peut faire son client ?

Problème de droit : non exécution d'une sentence arbitrale.

Principe : la sentence arbitrale a autorité de la chose jugée mais n'a pas force exécutoire. Elle ne peut pas être exécutée contre la volonté d'une partie. Si l'exécution amiable de la sentence arbitrale n'est pas possible, il faut obtenir une ordonnance d'exequatur du tribunal de grande instance dans le ressort duquel la sentence a été rendue.

Application : le client de la société Datamine doit demander une ordonnance d'exequatur au tribunal de grande instance.

Application 3

1. Quelle est la position de la cour d'appel d'Angers quant au principe d'une responsabilité arbitrale ?

Les juges de la Cour d'appel d'Angers ne sont pas favorables au principe d'une

responsabilité arbitrale en raison de la spécificité de la mission des arbitres qui est juridictionnelle. Pour qu'un manquement contractuel engage la responsabilité des arbitres il faut qu'ils aient commis une faute.

2. Caractériser la responsabilité des arbitres en ce qui concerne l'expiration du délai d'arbitrage selon la Cour de cassation ?

La responsabilité des arbitres est de nature civile, contractuelle. Ils ont en terme de respect des délais une obligation de résultat.